

**RAPPORT N° 2024/5-15**  
**Au Bureau de la Communauté**  
**en séance du Jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET :**

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE A BONS DE COMMANDE – ABATTAGE, ESSOUCHAGE D'ARBRES, ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS (DEFRICHAGE, TONTE ET DEBROUSSAILLAGE) – PROGRAMME 2021/2024 – AUTORISATION DE SIGNER UNE DECISION DE POURSUIVRE AU MARCHE N° 22/01 POUR LES LOTS 1 ET 2**

**I – HISTORIQUE**

La CINOR a lancé en juillet 2021 un marché à accord-cadre de prestation de service à bons de commande dans le cadre d'un appel d'offres européen pour l'entretien des espaces verts situés sur son territoire et qui porte sur l'abattage, l'essouchage d'arbres et l'entretien des accotements (défrichage, tonte et débroussaillage) sur les sites et voiries d'intérêt communautaire.

Ainsi, suite à la décision du Bureau communautaire en date du 16 décembre 2021, les marchés pour les prestations d'élitage ont été attribués comme suit aux entreprises :

LOTS	DESIGNATION	CANDIDATS	MONTANTS
1	Elitage - secteur Saint-Denis	REGF	99 500,00 €
2	Elitage - secteur Sainte-Marie	MTS	84 450,00 €
3	Elitage - secteur Sainte-Suzanne	REGT	83 000,00 €
			<b>266 950,00 €</b>

Les lettres de notification ont été adressées aux entreprises retenues le 29 décembre 2021 pour le lot 2 « élitage sur le secteur de Sainte-Marie » et le 3 janvier 2022 pour le lot 1 « élitage sur le secteur de Saint-Denis » et le lot 3 « élitage sur le secteur de Sainte-Marie ».

Pour rappel, le marché a été alloti selon la décomposition suivante :

- Lot 1 : Elitage – secteur de Saint-Denis : mini annuel : 50 000 € HT/maxi : 200 000 € HT ;
- Lot 2 : Elitage – secteur de Sainte-Marie : mini annuel : 50 000 € HT/maxi : 150 000 € HT ;
- Lot 3 : Elitage – secteur de Sainte-Suzanne : mini annuel : 50 000 € HT / maxi : 150 000 € HT ;

Conformément aux dispositions de l'acte d'engagement, la durée du marché est fixée à 12 mois à compter de la notification à l'entreprise, avec possibilité de reconduction tacite deux fois pour une période de 12 mois.

Toutefois, lors de son passage en janvier dernier, le cyclone tropical Béal a occasionné d'importants dégâts sur les voiries et les sites d'intérêt communautaire nécessitant une intervention urgente afin d'assurer la continuité du service public et la sécurité des usagers.

Pour ce faire, des bons de commande ont été émis dans le cadre du marché n° 22/01 affectant ainsi le montant maximum fixé pour les lots 1 et 2.

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la Commande Publique et de l'article 4.10 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), option 3 (en application de l'article 139 – 1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016), dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché avant son terme, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être décidée unilatéralement par le Pouvoir adjudicateur (décision de poursuivre) dans la limite de 25 % maximum d'augmentation du montant initial.

Il est donc proposé de prendre une décision de poursuivre les prestations du marché.

**II – JUSTIFICATIONS DE LA DECISION DE POURSUIVRE**

Compte tenu des conditions météorologiques particulièrement défavorables lors du passage du cyclone Béal sur l'île (vents violents > 200 km, précipitations intenses, etc....), de nombreux arbres ont été arrachés engendrant des perturbations importantes et des coupures d'électricité.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-15-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

Des interventions urgentes ont donc été nécessaires pour dégager les arbres tombés en travers des voies, permettre de rétablir les services essentiels dans les meilleurs délais et d'assurer ainsi la continuité du service public et la sécurité des usagers.

Pour ce faire, des bons de commande ont été émis dans le cadre du marché pour les lots 1, 2 et 3 pour les montants suivants :

- Lot 1 « élagage secteur de Saint-Denis » : 68 320,00 € HT
- Lot 2 « élagage secteur de Sainte-Marie » : 61 500,00 € HT
- Lot 3 « élagage secteur de Sainte-Suzanne » : 36 830,00 € HT

Suite à ces commandes passées consécutivement à ces événements climatiques imprévisibles, le seuil maximum des dépenses a été atteint de façon prématurée pour les lots 1 et 2 à prix unitaires.

Par conséquent, dans un souci de continuité du service public et dans l'attente de reconduire le marché à échéance, il convient de prendre une décision de poursuivre pour le lot 1 « élagage secteur de Saint-Denis » et le lot 2 « élagage secteur de Sainte-Marie » et d'augmenter le montant prévisionnel du marché comme suit pour permettre l'exécution des prestations jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, date prévisionnelle de démarrage du nouveau marché :

- Lot 1 « élagage secteur de Saint-Denis » : 50 000 € HT ;
- Lot 2 « élagage secteur de Sainte-Suzanne » : 37 500 € HT.

Ces montants sont établis sur la base de la consommation moyenne de ces 6 derniers mois.

Ainsi, le montant maximum du marché est donc porté :

- Pour le lot 1 : de 200 000 € HT à 250 000 € HT ;
- Pour le lot 2 : de 150 000 € HT à 187 500 € HT.

Cette décision de poursuivre induit une augmentation totale du montant du marché de 25 % par rapport au montant maximum initial du contrat faisant passer le montant total du marché pour ces 2 lots de 350 000,00 € HT à 437 500,00 € HT.

Toutes les autres clauses du marché, non modifiées par la présente décision de poursuivre, demeurent applicables et inchangées.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section de fonctionnement chapitre 011/ compte 615231.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la décision de poursuivre n° 1 établie dans le cadre du marché n° 22/01 pour le lot 1 « élagage secteur de Saint-Denis » pour un montant supplémentaire de 50 000,00 € HT et pour le lot 2 « élagage secteur de Sainte-Marie » pour un montant supplémentaire de 37 500,00 € HT portant ainsi le montant maximal du marché pour le lot 1 à 250 000,00 € HT et pour le lot 2 à 187 500,00 € HT.
- Autoriser le Président à signer cette décision de poursuivre et tous les actes y afférents

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEI**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-15-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**DECISION N° 2024/5-15  
du bureau de la Communauté  
En séance du 31 octobre 2024**

**OBJET**

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE A BONS DE COMMANDE – ABATTAGE, ESSOUCHAGE D'ARBRES, ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS (DEFRICHAGE, TONTE ET DEBROUSSAILLAGE) – PROGRAMME 2021/2024 – AUTORISATION DE SIGNER UNE DECISION DE POURSUIVRE AU MARCHE N° 22/01 POUR LES LOTS 1 ET 2**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-15 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la décision de poursuivre n° 1 établie dans le cadre du marché n° 22/01 pour le lot 1 « élagage secteur de Saint-Denis » pour un montant supplémentaire de 50 000,00 € HT et pour le lot 2 « élagage secteur de Sainte-Marie » pour un montant supplémentaire de 37 500,00 € HT portant ainsi le montant maximal du marché pour le lot 1 à 250 000,00 € HT et pour le lot 2 à 187 500,00 € HT.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cette décision de poursuivre et tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-15-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024